Development Cooperation Network
ITUC CSI IGB

FOCUS SYNDICAL sur le DÉVELOPPEMENT

NUMÉRO 10 MADRID 2010

DANS CE NUMÉRO:

La crise mondiale et l'efficacité de l'aide 1-7

Agenda 2010 8

LA CRISE MONDIALE ET L'EFFICACITÉ DE L'AIDE

Nouvelles approches en matière de coopération au développement

Conclusions de la Conférence de la CSI sur la crise et les politiques en matière de développement international

Madrid, 16-17 mars 2010

La CSI a organisé une Conférence sur le thème de "la crise mondiale et l'efficacité de l'aide – nouvelles approches en matière de coopération au développement ". La conférence s'est déroulée à Madrid les 16 et 17 mars 2010 avec le soutien des affiliés espagnols de la CSI : CC.OO, UGT et USO et du gouvernement espagnol. La conférence a réuni 200 participants ainsi que les organisations régionales et affiliées de la CSI, les repré-sentants des FSI et plusieurs OSC espagnoles. Le discours d'ouverture a été prononcé par le Secrétaire d'Etat espagnol pour la coopération internationale. Plusieurs experts des Nations Unies, d'UNIFEM, de l'OIT, du CAD/OCDE, de l'UE, de l'Agence espagnole de coopération au développement et de la CSI sont intervenus sur les thèmes suivants : « les conséquences de la crise pour le Sud et les nouvelles approches en matière de développement», « les syndicats et les principes relatifs à l'efficacité des OSC – environnement favorable et soutien des bailleurs », et « amélioration de l'efficacité de la coopération au développement et nouvelle architecture du développement international ». Les conclusions de la conférence présentées ci-dessous sont tirées de ces présentations et des dialogues ultérieurs avec les participants de la conférence.

"faire du plein emploi et de la possibilité pour chacun, de trouver un travail décent et productif, les objectifs fondamentaux de nos politiques nationales et internationales de développement"

Document final du Sommet mondial de 2005 §47

Avec la contribution du programme des Acteurs Non Etatiques de l'Union européenne

Les participants des syndicats ont souligné le combat qu'ils mènent depuis plusieurs décennies contre les politiques économiques néolibérales à l'origine de la crise. Conjuguées à une gouvernance mondiale inadaptée, ces politiques ont provoqué des déséquilibres économiques fondamentaux ; et la crise a été précipitée par une spéculation financière irresponsable. L'accroissement considérable des inégalités au cours des dernières décennies n'a pas seulement été injuste du point de vue social – il a été au cœur des déséquilibres macroéconomiques qui ont provoqué la crise. Les marchés financiers dérégulés et l'innovation financière n'ont pas permis aux économies d'être plus efficientes – ils ont simplement accru les risques. Il est évident que les activités de certains financiers constituent des délits et les personnes concernées devraient être traduites en justice.

des hypothèses économiques fausses sont à la base des excès de la dérégulation

Le coût économique et humain des crises multiples

Les syndicats ont tenu à souligner la dure réalité des conséquences désastreuses qu'a eu, pour les travailleurs du Nord et du Sud, la crise financière à laquelle ils n'ont nullement contribué. Ces crises sont en réalité multiples : crises financière, pétrolière et alimentaire. Les principales victimes de ces crises sont les couches les plus vulnérables et les plus démunies de la population, parmi elles les femmes et les enfants, qui subissent le plus durement les répercussions adverses au niveau de leurs moyens de subsistance et du bien-être des ménages. Dans de nombreux pays en développement, la crise a été à l'origine d'une progression de l'emploi précaire et de la pauvreté au travail et tout progrès accompli envers la réduction de l'informalité se trouve à présent menacé par des millions de pertes d'emploi dans le secteur structuré. L'accroissement de l'emploi rural, vulnérable et informel risque de compromettre la réalisation de l'objectif consistant à mettre le travail décent au cœur du développement durable.

le travail décent est la réponse à la crise mondiale

La crise économique mondiale représente une menace pour l'éradication de la pauvreté, une menace pour le développement continu et durable et une menace à la justice sociale pour les travailleuses et travailleurs du monde entier. La magnitude de la crise économique mondiale peut être mesurée en termes du déclin des niveaux de revenus, de la limitation de la capacité des ménages à accéder aux services de santé et à l'éducation et des déficiences liées aux filets sociaux pour une partie importante des citoyens des pays en développement. On a vu un affaiblissement de l'épargne des particuliers, une baisse du pouvoir d'achat résultant de la crise alimentaire et un recul des envois d'argent depuisl'étranger de plus de 7 pour cent[1].

D'après le dernier rapport sur les tendances mondiales de l'emploi de l'OIT, les taux de chômage devraient rester élevés malgré une progression de la croissance économique globale, aussi les niveaux d'emploi dans les pays émergents et en développement ne

[1]CSI: *Emploi – le chemin de la reprise, le rôle central de l'emploi dans la réponse à la crise* Septembre 2009

Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010
"La crise mondiale et l'efficacité de l'aide"

devraient pas se redresser de façon notable avant 2011[1].

La crise a sérieusement remis en cause tout progrès envers la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), y compris les objectifs de développement convenus à l'échelon des pays, notamment dans les pays à faibles revenus; d'après les prévisions, l'Afrique subsaharienne devrait manquer d'atteindre l'objectif 1.A[2] des OMD. A cause de la crise, il est estimé qu'entre 47 et 84 millions de personnes supplémentaires demeurent sous le seuil de la pauvreté ou sont acculées à l'extrême pauvreté[3]. A l'heure actuelle, environ 28 pour cent de la population mondiale (soit environ 1,4 milliards de personnes) vivrait avec moins d'1,25 dollar par personne par jour[4]. Parmi les catégories les plus durement affectées figurent les pauvres ruraux et urbains, les paysans sans terre, les ménages dirigés par des femmes, les femmes travailleuses, les enfants et les personnes ayant perdu leur emploi récemment.

Les différents effets de la crise sur les femmes et les hommes commencent à se manifester de manière évidente. Alors que le secteur industriel a été le premier affecté et que les hommes ont été les premiers touchés par les licenciements, les faits montrent que le secteur industriel se stabilise et que les femmes rejoignent peu à peu le nombre croissant de personnes à la recherche d'un emploi et sont prêtes à s'orienter vers l'économie informelle. Des études ont montré que la violence contre les femmes et la violence domestique augmentent en temps de crise, mettant en première ligne les femmes et les filles.

il faut ouvrir nos marchés aux pays en développement

Malgré l'annonce de « signes de croissance », la reprise économique mondiale est fragile dans le meilleur des cas. Une nouvelle récession est également tout à fait possible. La croissance réelle est inégalement répartie entre les pays en voie de développement et les pays émergents, et dépend de la vigueur du commerce international et de la stabilité des flux de capitaux. Peu d'économies de marché émergentes qui avaient augmenté leurs propres réserves ont été en mesure de se protéger contre les pires effets de la crise. C'est le cas de la Chine, de l'Inde et du Brésil alors que les pays fortement dépendants du financement externe (Europe centrale et de l'Est et Russie) restent confrontés à une grave récession.

La voie à suivre pour la création d'un environnement favorable et inclusif en matière de développement

Des mesures coordonnées globalement sont requises pour remédier à ce qui continue d'être une crise mondiale. A cette fin, des réformes systémiques profondes s'imposent afin que les pays en développement puissent trouver une issue à la crise et le chemin de la croissance durable. Il serait prématuré de mettre fin aux plans de relance comme le suggèrent les personnes qui ont un intérêt particulier à ce que le statut quo soit maintenu. La mise en œuvre de programmes de relance devra se poursuivre à l'avenir. Ceux-ci mettront sur l'investissement productif, la promotion d'emplois verts et du travail

[1] Organisation internationale du travail: Tendances mondiales de l'emploi, janvier 2010.
[2] « Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour ».
[3] Situation et perspectives de l'économie mondiale 2010, Nations unies.
[4] Projet de rapport du secrétaire général de l'ONU (2010): *A forward-looking review to promote an agreed action agenda to achieve the MDGs by 2015*: http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/sgreport_draft.pdf

Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010
"La crise mondiale et l'efficacité de l'aide"

décent aux fins d'amorcer une croissance fondée sur une redistribution équitable de la richesse dans l'économie globale. Elle devra, cependant, aussi être liée à des réformes systémiques à plus long terme s'inscrivant dans le cadre d'une nouvelle architecture financière et de développement garantissant une réglementation effective du secteur financier et répondant à son objectif premier qui est d'agir dans l'intérêt de l'économie productive et du développement durable.

rôle des politiques anticycliques et des banques publiques dans la lutte contre la crise

Les Institutions financières internationales (IFI) se doivent d'abolir leurs conditions d'ajustement structurel iniques et accorder aux pays en développement l'espace fiscal pour pouvoir mener des programmes de relance efficaces et prendre des mesures contre-cycliques visant à atténuer les conséquences de la crise. Il est impératif de ne pas laisser l'OMC et les politiques commerciales bilatérales s'attaquer aux bases productives des économies nationales et locales. Les principes du commerce équitable doivent s'appliquer, dont la réciprocité partielle et les pays en voie de développement doivent bénéficier de l'espace politique leur permettant de déterminer le rythme de la libéralisation des importations et des réductions tarifaires.

L'expansion des formes de travail précaires et la déréglementation du marché du travail ne constituent pas une solution à la crise de l'emploi – l'insécurité à laquelle se sont vues confrontées les masses laborieuses au cours des dernières décennies est un facteur significatif de l'actuelle récession. Un défi majeur qu'ont à relever les pays industrialisés comme les pays en développement est de voir comment construire la sécurité du marché du travail dans une économie globalisée. La flexibilité du marché du travail ne peut s'opérer au prix de l'abandon de la relation d'emploi traditionnelle, de l'affaiblissement des droits fondamentaux des travailleurs et d'une réduction considérable des prestations sociales des travailleurs.

donner du pouvoir économique aux femmes c'est faire de l'économie intelligente

La création d'emplois doit être au cœur de toutes les politiques macroéconomiques. Les programmes de relance doivent servir à financer la mise en œuvre du Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT au niveau national en mettant particulièrement l'accent sur la création et le renforcement des systèmes de protection sociale. A cet égard, les services sociaux adéquats, dont la garde d'enfants, sont importants en vue d'alléger le fardeau que représente le travail domestique non rémunéré pour les femmes et afin de leur permettre de trouver un emploi décent et rémunéré. La récente décision des Nations Unies est un signe d'espoir pour la promotion de l'égalité de genre. Elle prévoit en effet la création d'une nouvelle entité disposant des financements nécessaires qui consoliderait les entités existantes : le Fonds de développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM), la Division pour la promotion de la femme (DAW) et le Bureau du Conseiller spécial sur les questions de genre (OSAGI) et bénéficierait d'une forte direction politique à travers la désignation d'un Sous-secrétaire général.

Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010
"La crise mondiale et l'efficacité de l'aide"

Les syndicats et l'OIT ont souligné l'importance des autres piliers du travail décent inscrits dans le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT, c'est-à-dire le dialogue social et le respect des principes et droits fondamentaux du travail. Ces éléments sont essentiels à la réalisation de la justice distributive dans le cadre d'un nouveau consensus en faveur d'un retour de la croissance consacrant l'équité dans une économie résistante au changement climatique. Ceux -ci doivent rester des priorités de la coopération syndicale au développement.

La règlementation est indispensable à une plus grande stabilité

La crise et le renflouage bancaire qui en a résulté nous amènent à tirer une leçon essentielle concernant la nécessité de disposer d'instances de surveillances efficaces, transparentes et publiquement responsables, investies de pouvoirs de régulation et d'application forts vis-à-vis des banques et des autres institutions financières. Il est également possible de tirer des enseignements de l'étude de pays qui ont été plus ou moins vulnérables aux chocs externes causés par la crise. Les pays doivent mettre fin à leur dépendance excessive vis-à-vis des sources externes de financement et mettre l'accent sur la mobilisation des ressources et de l'épargne nationales. Une administration fiscale saine et des régimes fiscaux progressifs permettent d'augmenter les revenus nationaux, alors que les banques publiques constituées de capitaux nationaux peuvent représenter des instruments d'investissement efficaces dans le développement, les biens publics et le travail décent. Enrayer et inverser les sorties nettes de capitaux des pays en voie de développement est une question primordiale pour l'agenda du développement mondial, notamment à travers un cadre réglementaire qui ciblerait les flux de capitaux illicites, le prix de transfert et les paradis fiscaux, et répondrait au besoin de mise en place de contrôles des capitaux.

il est temps d'instaurer une taxe sur les transactions financières internationales

La mobilisation de ressources à l'échelle internationale devrait également être renforcée afin de répondre aux nouveaux besoins de financement, tels que le remboursement des dettes à la lumière de la crise et le financement des mesures d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Les syndicats soutiennent pleinement les initiatives visant à établir une taxe sur les transactions financières qui s'attaquerait aux conséquences sociales des crises économique et environnementale et générerait un financement supplémentaire en faveur du développement.

Le rééquilibrage de la croissance par une action sur la demande interne et les exportations était un autre point important de l'agenda du développement, alors que l'intégration économique régionale devrait être promue afin d'obtenir des économies d'échelle. L'Afrique devrait résister aux pressions l'incitant à devenir le grenier des pays émergents, tels que la Chine et mettre l'accent sur l'industrialisation et la création de valeur ajoutée à partir des produits de base .

l'APD devrait atteindre le 0,7% du PIB en 2015

Même si les pays en voie de développement devraient s'efforcer de réduire leur dépendance vis-à-vis du financement externe, compte tenu des énormes besoins de financement en faveur du développement, y compris des OMD, nombre d'entre eux auront encore besoin de l'aide publique au développement (APD) pendant un moment. Aussi les pays développés doivent-ils maintenir leurs engagements. Malheureusement,

Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010
"La crise mondiale et l'efficacité de l'aide"

l'APD reste, à l'issue de la crise, inférieure aux engagements internationaux. L'aide nette devrait par ailleurs diminuer en termes absolus en 2009-2010 en raison des contraintes fiscales des principaux bailleurs. D'après la Commission européenne, l'aide a diminué de 22 milliards d'euros en 2009[1].

2010 est une année importante pour l'évaluation des OMD, comme l'illustre l'organisation du processus d'évaluation OMD+10 à l'occasion du sommet de l'ONU de septembre. Compte tenu des retards dans la réalisation des OMD suite à la crise, la communauté internationale devrait redoubler d'efforts et soutenir les OMD en mettant particulièrement l'accent sur l'Objectif1 (éradication de la pauvreté), la cible 1b sur le travail décent, en donnant la priorité à la protection sociale, l'Objectif 3 (égalité de genre), lié aux Objectifs 4 et 5 (mortalité infantile et maternelle).

la déclaration de Paris: événement crucial pour la coopération au développement

Il était important que les pays donateurs et partenaires adhèrent aux principes de Paris. En effet, plus qu'une déclaration de principes, cette déclaration constitue un cadre établissant des partenariats soutenus afin de renforcer l'efficacité de l'aide et d'aller au-delà de l'efficacité de l'aide pour aborder l'efficacité du développement. L'appropriation des processus de développement doit relever de la compétence des pays partenaires, alors que l'alignement précise que l'aide doit s'inscrire dans les stratégies nationales de développement. La prévisibilité des versements est cruciale afin de produire un impact durable en termes de développement. L'aide devrait être déliée afin d'accorder aux pays partenaires l'espace politique pour diriger le processus de développement. La responsabilité mutuelle définit une relation de réciprocité entre les pays donateurs et partenaires, avec des responsabilités et obligations mutuelles.

Les syndicats: acteurs du développement

L'importance de l'appropriation démocratique a été mise en exergue, le rôle des syndicats en tant qu'acteurs du développement en tant que tels et leur participation dans les consultations relatives aux stratégies et dans le suivi de l'impact en matière de développement est également reconnu. Par ailleurs, les syndicats revendiquent un statut consultatif auprès du CAD/OCDE, similaire à celui dont ils bénéficient auprès de l'OCDE, à travers la CSC-OCDE.

OForum: vers un consensus dans la société civile sur l'efficacité du développement

Les syndicats se sont engagés à coopérer activement avec l'Open Forum sur l'efficacité du développement des OSC dans le cadre de ses trois objectifs d'établissement d'un cadre favorable à l'efficacité du développement des OSC ; de promotion de l'apprentissage dans le domaine de l'efficacité du développement des OSC, et de participation au dialogue multi-acteurs avec les gouvernements et les bailleurs afin de renforcer la compréhension et le soutien en faveur

[1] Enrique Guerrero Salom: *projet de rapport sur les effets des crises financière et économique mondiales sur les pays en voie de développement et la coopération au développement* , 24.11.2009

d'un environnement favorable aux OSC. Il est impératif, du point du vue syndical, d'intégrer l'environnement favorable à l'exercice des droits fondamentaux du travail.

Les syndicats ont lancé leur propre processus d'élaboration des principes relatifs à l'efficacité du développement. Ces travaux seront précisés à travers une série de consultations. A cet égard, le rôle des organisations régionales de la CSI a été mis en exergue (CSA, CSI – Afrique, CSI – Asie Pacifique, CRPE), tout comme la participation des FSI.

Les syndicats ont l'occasion de promouvoir un changement effectif. Toutefois, les voix néolibérales annonçant la fin de la récession se font de plus en plus entendre. Ce moment opportun risque ainsi de prendre fin. Le moment est venu d'élaborer un nouveau modèle de développement économique bas carbone qui soit à la fois durable, balancé et équitable. Les syndicats doivent plaider fortement en faveur de la création d'un modèle de développement économique qui donne la primauté aux personnes, à l'environnement et à l'intérêt public, pour remédier à la crise de la justice distributive à l'échelle mondiale.

la société civile est indispensable au développement

Les syndicats doivent plaider sans relâche en faveur d'un nouveau modèle de développement économique efficace, socialement juste et durable du point de vue de l'environnement. Un modèle qui rétablisse la balance entre: L'économie financière et l'économie réelle; les droits des travailleurs et le capital; les pays affichant un excédent commercial et ceux accusant un déficit commercial; et entre les pays du nord et du sud. Avant toute chose, il nous faut mettre fin aux politiques qui ont engendré un gouffre d'inégalité entre les nations et au sein des sociétés au cours des deux dernières décennies.

Présentations PowerPoint:

- Rosa Elcarte : la efectividad de la programación de las políticas de desarrollo españolas con respecto a la sociedad civil
- José Antonio Ocampo: the Great Recession
- Octave Broohm: l'Afrique face à la crise mondiale
- Anna Nitoslawska on Open Forum
- Angelo Baglio:The EU Structured Dialogue and the Effectiveness of the CSO's Channel for Development Cooperation
- Paola Simonetti: Trade Union Principles on Development Effectiveness
-Alice Ouédraogo: Mainstreaming Decent Work as a cornerstone of the development strategy facing the global crisis]

Vidéo:

ITUC TUDCN Conference Madrid 1
ITUC TUDCN Conference Madrid 2

Conférence internationale RSCD
MADRID
16-17 mars 2010
"La crise mondiale et l'efficacité de l'aide"

Agenda 2010

mai	RSCD séminaire renforcement des capacités en Afrique
	Réunion du réseau (Helsinki 10-11-12 mai)
juin	Congrès CSI (Vancouver)
	UNDCF (New York 28 juin)
24-26 août	Open Forum GA
septembre	RSCD séminaire renforcement des capacités en Amérique Latine
octobre	Réunion du réseau
	RSCD séminaire renforcement des capacités (Singapour)
novembre	Séminaire pour les nouveaux États-membre de l'UE
décembre	Réunion Groupe Experts Consultations régionales (Bruxelles)
	Journées Européennes du Développement (Bruxelles 9-10 décembre)

ITUC CSI IGB Development Cooperation Network

L'équipe RSCD:

Jaap Wienen (Secrétaire général adjoint de la CSI), Jan Dereymaeker (Chargé du réseau), Mamadou Diallo (Chargé de programme), Paola Simonetti (Chargée du projet politique et du plaidoyer), Luc Vermeersch (Chargé de l'information) et Peggy De Clercq (Assistante).